



Police du stationnement
Extrait du registre des arrêtés du Maire



Police de la circulation
Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté temporaire N°: 303/2023

Objet : Installation vidéosurveillance – Impasse Jacques Prévert
Voie Métropole

Le Maire de Corbas
Le Président de la Métropole de Lyon

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2°), L.2213-2-3°), L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°), L.2213-3-2°), L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en Conseil métropole de Lyon du 6 mars 2017 – Délibérations n°2017-1738 ;

VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

VU l'avis de la Métropole de Lyon ;

VU la demande formulée par l'**Entreprise SOBECA**, domiciliée 9, avenue du 24 août 1944 – 69960 CORBAS,

CONSIDERANT que l'**Entreprise SOBECA**, domiciliée 9, avenue du 24 août 1944 – 69960 CORBAS, doit effectuer des travaux d'installation de vidéosurveillance, Impasse Jacques Prévert,

qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer une bonne fluidité du trafic routier,

ARRÊTENT

Article 1 : A partir du **18 décembre 2023** et jusqu'au **19 janvier 2024**, la circulation, Impasse Jacques Prévert, s'effectuera par demi-chaussée et, sera régulée par alternat manuel ou par feux tricolores, en raison de travaux d'installation vidéosurveillance ; le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Article 2 : Pendant la durée des travaux décrits ci-dessus, la vitesse sera réduite à 30 kms/h au droit des travaux.

Article 3 : Pendant la durée de cette interdiction, les piétons emprunteront le trottoir ou l'accotement d'en face.

Article 4 : Pendant la durée des travaux décrits ci-dessus, **l'Entreprise SOBECA**, domiciliée 9, avenue du 24 août 1944 – 69960 CORBAS, devra mettre en place la signalisation correspondante.